

CNT 34



Education - Santé - Social Culture et Autres Services

Pour une révolution

sociale, éducative et pédagogique !

Contre les lois patronales et l'état policier : union, action, autogestion !

Sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, nous voyons la société suffoquer à mesure que le pouvoir politique s'enfoncé dans l'arbitraire et le contrôle social. Comme prévu, le choc économique amené par la crise sanitaire s'avère frontal pour les précaires, les chômeurs, les chômeuses et les salarié·e·s qui basculent dans la pauvreté. Comme prévu, la politique gestionnaire responsable du naufrage des services publics est reconduite dans ses méthodes et ses objectifs. Après la « deuxième vague », comme avant la première, l'hôpital, l'école, les services sociaux sont en craquage permanent.

Pendant ce temps-là, au mois de novembre, le CAC 40 réalise sa plus belle progression depuis 30 ans. La stratégie du choc nous tétanise tandis qu'on nous fait les poches.

Macron nous avait pourtant prévenu : « nous sommes en guerre », et toute guerre a ses profiteurs. Les capitalistes (actionnaires et grands patrons) font payer la facture aux premiers de corvée tout en annonçant la reprise des réformes antisociales des retraites et de l'assurance chômage pour 2021. Cette classe obscène ne fait même plus semblant de chercher le consentement de la population, elle préfère armer, préventivement, la répression. Pour tenir un ordre économique qui ne profite qu'aux dominants, le pouvoir politique a choisi la matraque. En imposant une véritable loi martiale baptisée « sécurité globale », la classe dominante se donne les moyens d'imposer la violence économique par la

violence physique du contrôle et de la répression. Dans le même mouvement, cette loi donne tout pouvoir à la police ET confisque tout contre-pouvoir du côté des mouvements sociaux et de la population. Quand les drones, la reconnaissance faciale, le fichage généralisé s'abat sur le peuple, quand les occupations et l'action directe populaire sont criminalisées, les exactions policières sont dissimulées donc, encouragées. Nous sommes confiné·e·s depuis mars dernier et, après 9 mois de gestation, le pouvoir va accoucher de ce « meilleur des mondes » qui ressemble à nos pires cauchemars.

Réformes ou ... révolution ?

Bien sûr, il faut augmenter les salaires, sortir de la précarité, réduire le temps de travail. Bien sûr il va falloir retrouver nos libertés publiques, nos droits démocratiques et soumettre la police à l'intérêt général plutôt qu'aux ordres des profiteurs. Il est certain, enfin, que les mots du pouvoir sont des manipulations et que lorsqu'on entend « république » dans la bouche d'un ministre, il faut comprendre soumission politique.

Toutes les forces du mouvement social s'accordent sur le fait qu'il faut agir, et qu'il faut agir vite. Nous savons d'expérience que les profiteurs ne lâcheront que ce que nous aurons été capables de leur arracher. Le progrès social et démocratique ne peut passer que par le recul de la classe dominante car nos confrontations politiques ne sont pas assises sur des divergences de points de vue mais sur des divergences d'intérêts.

Le dialogue social et la concertation sont des fables et elles n'endorment plus que les bourgeois auxquels profite l'ordre des choses. Les autres savent qu'il faut lutter.

Nous redisons qu'il faut voir les choses en face, le temps du compromis de classe, de l'état providence, de la redistribution d'une partie des profits par le capital sous forme de salaires est derrière nous. Les capitalistes ne veulent plus partager. Leur projet, c'est de tout prendre et de nous faire taire par la force grâce à la mise en place d'un état policier 2.0.

La période est historique, parce que la situation est critique. L'urgence impose de rompre avec les illusions politiques. Ce système capitaliste n'est pas réformable, car il porte en lui la logique de profit qui est une logique de mort. En transformant en marchandise tout ce qu'elle touche, la classe dominante nous prive de l'essentiel. Et, pourtant, nous voulons vivre. La survie ne nous suffit pas.

Nous savons aujourd'hui qu'il en va de la question sociale comme des questions environnementales ou sanitaires, il faut détruire le capitalisme avant qu'il ne nous détruise.

Nous, révolutionnaires, voulons changer les structures sociales, car nous savons que nous pouvons vivre, travailler, produire, échanger sans être dominé·e·s ou « managé·e·s » par les capitalistes et leurs « cadres » gardes-chiourmes. Le mouvement ouvrier révolutionnaire a créé les mutuelles, les services publics, les protections des salarié·e·s, les coopératives, la sécurité sociale, la

démocratisation de la culture et de l'éducation. Nous produisons déjà, par notre travail, l'ensemble des biens et des services nécessaires à l'existence de toutes et de tous. Nous pouvons gérer les usines, les chantiers, les services sans les actionnaires parasites, les bureaucrates et les PDG. C'est même le seul moyen de produire localement et de façon responsable les biens nécessaires aux populations.

Si nous voulons des masques et des médicaments, de la nourriture saine, des hôpitaux qui soignent sans compter et des écoles qui ne soient pas des casernes, si nous voulons travailler tous, toutes, moins et autrement ; si nous voulons décider des affaires qui nous concernent, il est cent fois plus raisonnable de réquisitionner les usines et de les gérer nous même que d'attendre que les capitalistes préfèrent la vie à la rentabilité.

Notre méthode est donc toujours la même et elle est d'une urgente modernité : l'auto-organisation sur nos lieux de vie et de travail, la grève expropriatrice et la reprise des moyens de productions et d'échanges. C'est nous qui produisons tout, nous devons prendre conscience de notre force car notre tâche est de refaire le monde avant que le capitalisme ne nous étouffe. Nous avons tout fait, nous pouvons tout refaire. Seule la bourgeoisie qui possède tout et ne sait rien construire a peur des ruines. Nous n'avons pas peur de détruire ce monde car nous avons dans le cœur un monde nouveau.

Débarassons-nous du capitalisme pour construire un monde libre et égalitaire !

